

A cet effet, la demande d'agrément doit être notifiée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette demande devra indiquer le prénom, nom, dénomination ou raison sociale et l'adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

L'agrément résulte, soit d'une réponse favorable de la société notifiée au cédant, soit du défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la demande.

Si la société n'a agréé pas le cessionnaire proposé, le Conseil d'Administration est tenu d'en informer le cédant dans les sept (7) jours de la décision du Conseil. Ledit Conseil est tenu également dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acheter les actions soit par un actionnaire ou un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital, et ce à condition que le cédant informe le Conseil d'Administration de sa décision de vendre les actions par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours de la notification de refus d'agrément. A cet effet, le Conseil d'Administration devra informer les actionnaires dans un délai de sept (7) jours à dater de la lettre recommandée ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception, du projet de cession projetée en les avisant qu'ils ont le droit de se rendre acquéreur, dans un délai de trente (30) jours de la totalité ou d'une partie des actions à céder.

A l'expiration de ce délai de trente (30) jours, les actions à céder seront réparties entre les actionnaires au prorata des offres d'achat faites par eux.

Si les offres sont supérieures au nombre d'actions à céder et à défaut d'entente, il est procédé par le Conseil d'Administration à une répartition au prorata des actions déjà possédées par chacun des actionnaires et les cessions sont régularisées d'office sur les registres de la société.

Au cas où les offres sont inférieures au nombre des actions à céder, comme au cas où les actionnaires n'auraient pas exercé leur droit de préemption, le Conseil d'Administration doit faire acquérir les actions non préemptées par un ou plusieurs cessionnaires choisis par lui ou avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital.

Si à l'expiration du délai de (3) trois mois, l'achat n'est pas réalisé, la cession est régularisée au profit du cessionnaire initialement proposé.

Le prix des actions est à défaut d'accord déterminé par expert désigné par les parties ou, à défaut d'accord entre elles, par le président du tribunal statuant en référé.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Les actions jouissent de droits égaux dans la répartition des bénéfices.
2. Les actions jouissent, en outre, d'un droit de vote égal dans les Assemblées d'actionnaires et de droits égaux dans la répartition de l'actif social à la liquidation de la société.
3. La possession d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement prises par les Assemblées Générales des actionnaires.
4. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
5. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société sous réserve des dispositions prévues par la loi.
6. L'actionnaire défaillant, les cessionnaires successifs et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant non libéré de l'action. Toutefois, deux ans après la date de l'envoi de la réquisition de transfert, tout souscripteur ou actionnaire qui a cédé son titre cesse d'être tenu des versements non encore appelés.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITE

Les signataires des statuts et les actionnaires s'engagent, sous réserve des prescriptions légales et réglementaires. A ne pas communiquer d'information concernant la gestion, le fonctionnement ou les résultats de la société à des tiers étrangers à celle-ci.

Chacun de ces signataires et actionnaires d'engage également à ne pas diffuser à des tiers des informations détenues sur les autres signataires ou sur toute société apparentée ou affiliée à l'un d'entre eux, du fait de sa participation à la société.

